

Le regard des Tunisiens sur la crise économique : La lutte continue

Revue d'Afrobarometer No. 637 | Mohamed Najib Ben Saad

Résumé

Depuis sa révolution de 2011, la Tunisie est aux prises avec une économie en difficulté. Selon la Banque Mondiale (2022a, b), l'économie a stagné entre 2011 et 2019, avec une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) de seulement 1,7%. La pandémie de COVID-19 et la guerre russo-ukrainienne ont aggravé les difficultés économiques du pays. Malgré une certaine reprise du PIB depuis une forte contraction de -8,8% en 2020, le pays n'a pas complètement rebondi, avec une croissance du PIB de 4,3% en 2021 et de 2,4% en 2022. Le pays a également connu une inflation à deux chiffres en forte hausse, atteignant 10,2% en 2023, avec une augmentation des prix alimentaires de 14,6%. Les taux de chômage restent élevés en 2023 (15,2%), en particulier chez les jeunes (38,8%) et les personnes très éduquées (24%) (Institut National de la Statistique, 2023a, b, c).

Les taux de pauvreté ont également augmenté, un sixième du pays étant désormais classé comme pauvre, et les pénuries alimentaires récurrentes sont devenues un problème répandu (Institut National de la Statistique, 2021 ; Le Monde, 2022). Les difficultés financières des entreprises publiques deviennent de plus en plus apparentes, plusieurs faisant face à la faillite (Reuters, 2023). Pendant ce temps, en ce qui concerne le secteur privé, la Tunisie se classe au 47e rang sur 51 économies en termes de réussite entrepreneuriale, selon le Global Entrepreneurship Monitor (2023).

Pour relever ces défis, le gouvernement tunisien a mis en place des mesures d'austérité plus strictes dans le but de se qualifier pour le soutien du Fonds Monétaire International (2022) et de relancer son économie (Reuters, 2022). Les dépenses publiques en subventions devraient baisser cette année de 26,4%, tandis que les recettes fiscales augmenteront de 12,5%. Cependant, un retard dans l'approbation du prêt du FMI et une récente dégradation de la dette souveraine tunisienne par l'agence de notation Moody's (2023) présentent un risque de défaut sur les obligations financières et laissent le pays à un pas de la faillite. Standard & Poor's (2023) a identifié trois scénarios potentiels pour l'économie tunisienne dans un avenir proche, le plus grave prédisant un défaut financier avec une dépréciation importante du dinar tunisien et une forte hausse de l'inflation.

Comment les Tunisiens ordinaires voient-ils ces défis économiques ?

Les résultats de la dernière enquête Afrobarometer en Tunisie révèlent qu'une écrasante majorité affirment que le pays se dirige dans la mauvaise direction, la gestion de l'économie étant considérée comme le problème le plus urgent. Les évaluations négatives de l'économie ont fortement augmenté, et moins de la moitié pensent que les choses iront mieux dans un proche avenir.

Les niveaux de pauvreté vécue ont considérablement augmenté car une grande partie de la population ont connu des pénuries de revenus en espèces, d'eau potable et de soins médicaux, et le mécontentement à l'égard de la performance économique du gouvernement est élevé. Une écrasante majorité soutiennent le maintien des subventions gouvernementales aux biens essentiels.

Enquête d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau de recherche par sondage panafricain et non partisan qui fournit des données fiables sur les expériences africaines et des évaluations de la démocratie, de la gouvernance et de la qualité de vie. Huit séries d'enquêtes ont été menées dans jusqu'à 39 pays depuis 1999, et les enquêtes du Round 9 s'achèvent au début de 2023. Afrobarometer mène des entretiens en face à face dans la langue du choix du répondant.

L'équipe Afrobarometer en Tunisie, dirigée par One to One for Research and Polling, a interrogé 1.200 citoyens adultes entre le 21 février et le 17 mars 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau national avec une marge d'erreur de +/- 3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées en Tunisie en 2013, 2015, 2018, 2020 et 2022.

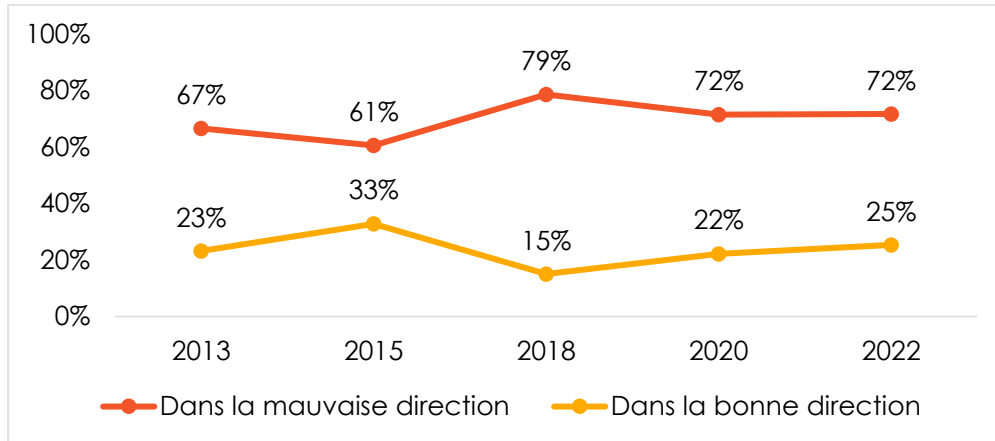
Résultats clés

- Près des trois quarts (72%) des Tunisiens disent que le pays se dirige dans « la mauvaise direction ».
- Les Tunisiens considèrent la gestion de l'économie (94%) comme le problème le plus urgent auquel le gouvernement doit s'attaquer, suivi du chômage (45%), de la pauvreté (21%) et de la santé (21%).
- Plus de huit citoyens sur 10 (84%) décrivent l'économie du pays comme « assez mauvaise » ou « très mauvaise », en hausse de 11 points de pourcentage depuis 2020.
 - Moins de la moitié (44%) s'attendent à ce que les choses s'améliorent au cours des 12 prochains mois.
- La perception qu'ont les Tunisiens de leurs conditions de vie personnelles est de plus en plus négative (47%), notamment parmi les plus pauvres (81%), les moins éduqués (62%), et les résidents des régions du Nord-Ouest (59%).
- Plus de quatre Tunisiens sur 10 (44%) déclarent s'être privés de revenus en espèces au moins « plusieurs fois » au cours de l'année précédente, avec plus d'un tiers rapportant des pénuries répétées d'eau potable (37%) et de soins médicaux (38%).
- Quatre ménages sur 10 (40%) ont connu des niveaux de pauvreté vécue modérés ou élevés au cours de l'année précédente, en hausse de 18 points de pourcentage par rapport à 2015.
- La plupart des Tunisiens disent que le gouvernement fait « assez mal ou « très mal » sur les questions économiques telles que la stabilisation des prix (91%), la création d'emplois (90%), la réduction des écarts entre riches et pauvres (88%), et l'amélioration du niveau de vie des pauvres (86%).
- Les Tunisiens soutiennent massivement le maintien des subventions gouvernementales sur les biens essentiels tels que le pain et l'huile (86%) au lieu de les supprimer pour financer le déficit budgétaire (10%). Pendant ce temps, la moitié (49%) sont favorables à l'emprunt pour financer les services publics, tandis que 30% préfèrent l'introduction de plus d'impôts.

Orientation générale du pays

Plus de sept Tunisiens sur 10 (72%) affirment que leur pays va dans « la mauvaise direction », poursuivant une tendance de désapprobation de la majorité qui dure depuis une décennie (Figure 1). Si l'insatisfaction à l'égard de l'orientation générale du pays a légèrement diminué depuis 2018 (79%), elle reste plus élevée qu'en 2013 (67%) et 2015 (61%).

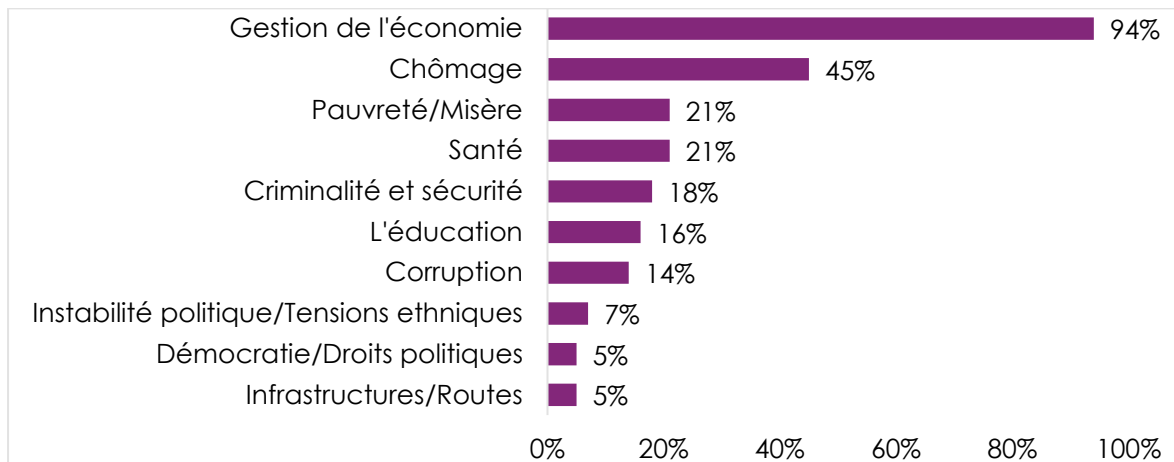
Figure 1 : Orientation générale du pays | Tunisie | 2013-2022



Question posée aux répondants : Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise direction ou dans la bonne direction ?

Pour déterminer pourquoi les Tunisiens considèrent que le pays va dans la mauvaise direction, nous examinons les problèmes les plus critiques auxquels la nation est confrontée. Lorsqu'on demande aux répondants d'identifier jusqu'à trois problèmes qu'ils jugent les plus importants pour le gouvernement, les problèmes les plus fréquemment cités sont liés à l'économie : Presque tous les répondants (94%) accordent la priorité à la gestion de l'économie, suivie par le chômage (45%) et la pauvreté (21%). La santé (21%) se trouve à égalité avec la pauvreté, surclassant la criminalité et la sécurité (18%), l'éducation (15%) et la corruption (14%) (Figure 2).

Figure 2 : Les problèmes les plus importants | Tunisie | 2022

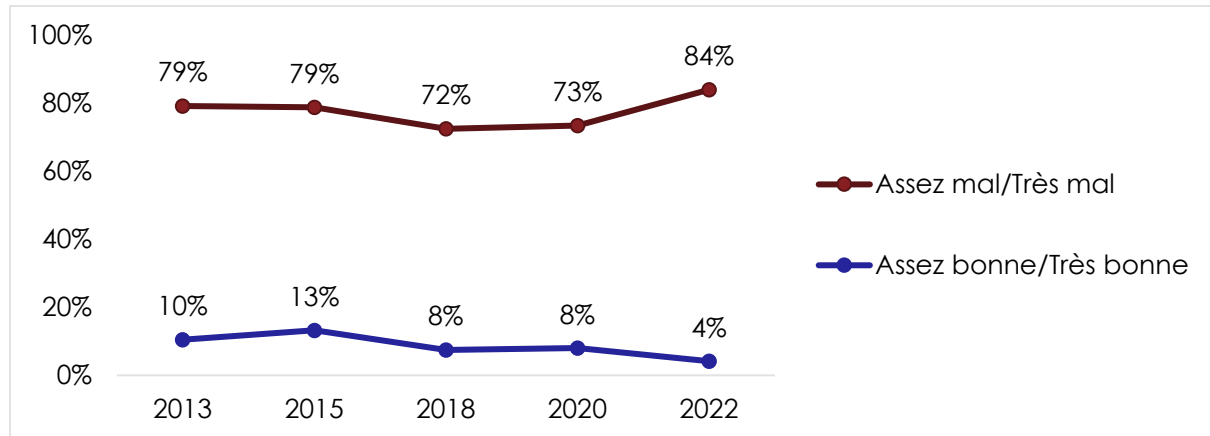


Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. Le pourcentage indiqué représente la proportion de personnes citant chaque problème parmi leurs trois principales préoccupations.)

Situation économique difficile du pays

Plus de huit citoyens sur 10 (84%) décrivent la situation économique du pays comme « assez mauvaise » ou « très mauvaise », une augmentation de 11 points de pourcentage par rapport à 2020 (73%) (Figure 3). Seuls 4% disent que le pays est en bonne santé économique, le plus bas niveau d'approbation dans les enquêtes Afrobarometer remontant à 2013.

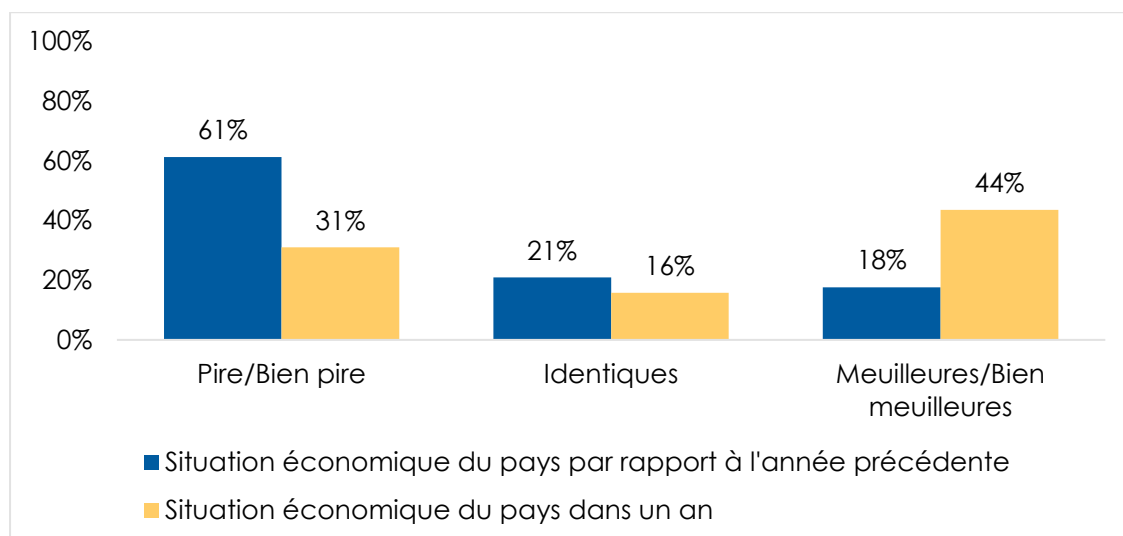
Figure 3 : Situation économique du pays | Tunisie | 2013-2022



Question posée aux répondants : En général, comment décririez-vous la situation économique actuelle de ce pays ?

Une majorité (61%) de Tunisiens affirment que l'économie est actuellement dans un état pire qu'il y a un an, tandis que seulement 18% affirment qu'elle s'est améliorée (Figure 4). Cependant, les perspectives des citoyens pour l'avenir sont légèrement plus positives : Plus de quatre sur 10 (44%) s'attendent à ce que les conditions économiques s'améliorent au cours des 12 prochains mois, tandis que 31% pensent que la situation va empirer.

Figure 4 : Situation économique du pays : Rétrospective et avenir | Tunisie | 2022



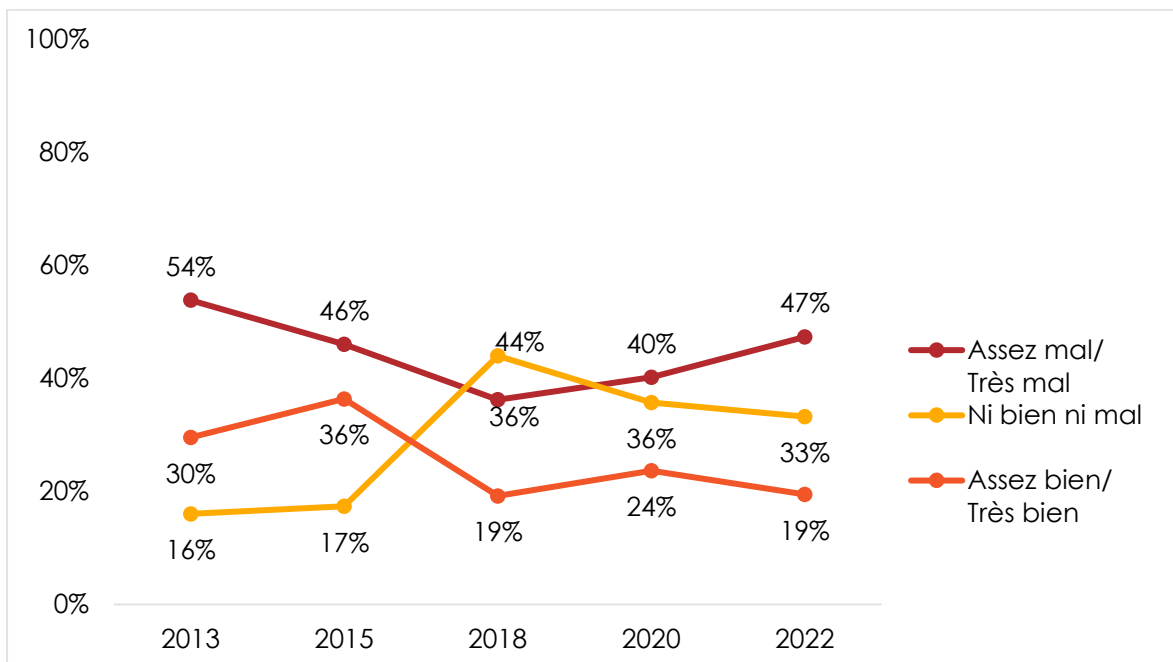
Questions posées aux répondants : Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois ? Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires ?

Conditions de vie personnelles détériorées

Les évaluations des Tunisiens sur leurs conditions de vie personnelles en 2022 montrent que près de la moitié (47%) considèrent leurs conditions de vie comme « assez mauvaises » ou « très mauvaises », tandis que moins d'un cinquième (19%) pensent que leurs conditions de vie sont « assez » ou « très » bien. Un tiers (33%) déclarent que leurs conditions de vie ne sont « ni bonnes ni mauvaises » (Figure 5).

La part des Tunisiens qualifiant leurs conditions de vie personnelles d'assez ou de très mauvaises est passée de 54% en 2013 à 36% en 2018, mais n'a cessé d'augmenter depuis lors.

Figure 5 : Conditions de vie personnelles | Tunisie | 2013-2022



Question posée aux répondants : En général, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles ?

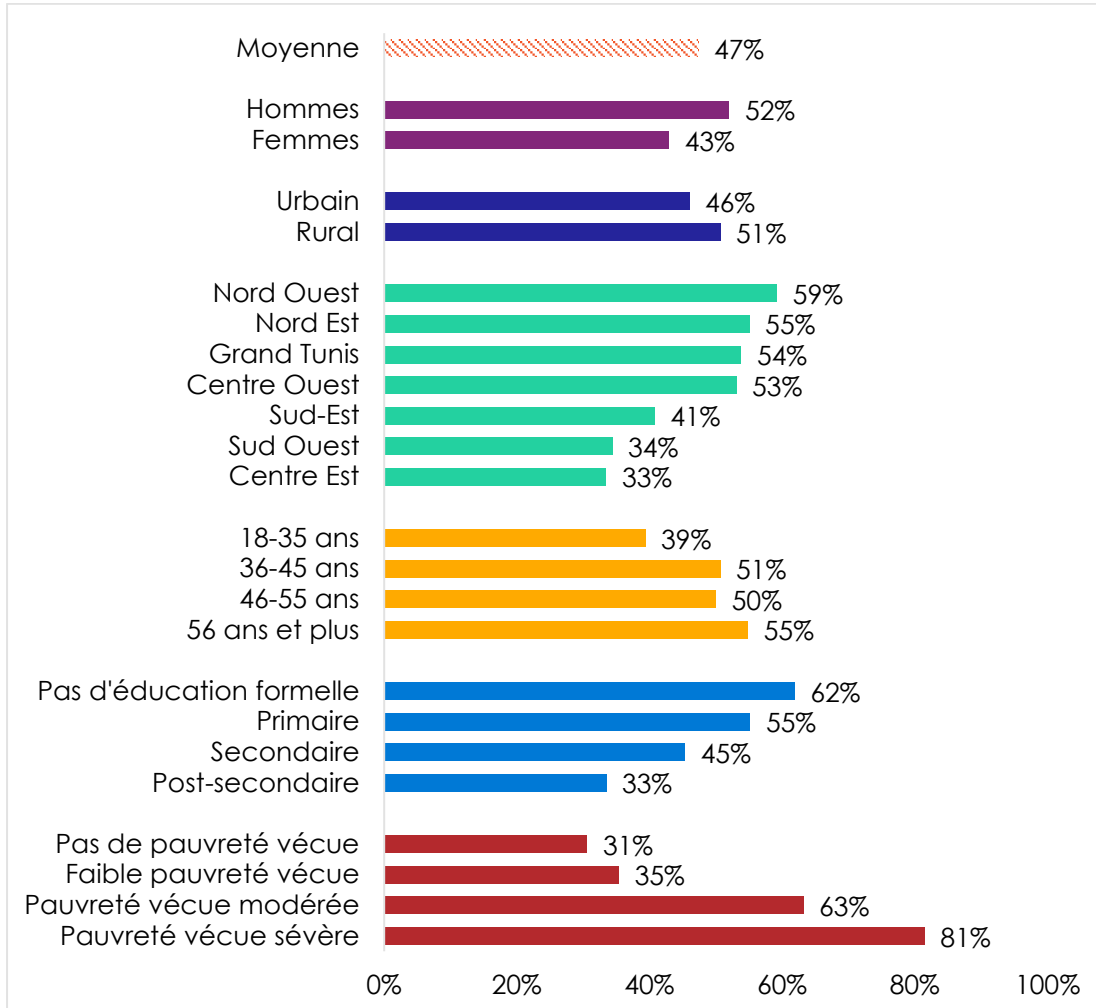
Plus d'hommes que de femmes décrivent leurs conditions de vie en termes négatifs (52% contre 43%) (Figure 6). Les évaluations sont également un peu plus négatives en milieu rural qu'en ville (51% contre 46%).

Plus de la moitié des participants des régions du Nord-Ouest (59%), du Nord-Est (55%), du Grand Tunis (54%) et du Centre-Ouest (53%) évaluent mal leurs conditions de vie, tandis que ceux résidant dans le Sud-Est (41%), le Sud-Ouest (34%) et le Centre-Est (33%) sont moins susceptibles d'avoir des opinions négatives sur leurs conditions de vie.

Comme on pouvait s'y attendre, les individus les plus pauvres et les moins éduqués sont plus susceptibles de percevoir négativement leurs conditions de vie. Les participants les plus pauvres (81%) sont plus de deux fois plus susceptibles d'évaluer leurs conditions de vie de manière défavorable que leurs concitoyens plus aisés (31%-35%). Et les citoyens sans scolarité formelle sont environ deux fois plus susceptibles d'offrir des évaluations critiques que ceux qui ont fait des études post-secondaires (62% contre 33%).

Les conditions de vie perçues deviennent de plus en plus négatives avec l'âge des participants, allant de 39% des 18-35 ans à 55% des plus de 55 ans.

Figure 6 : Conditions de vie personnelles sont mauvaises | par groupe démographique | Tunisie | 2022



Question posée aux répondants : En général, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles ? (Le pourcentage de ceux qui répondent « assez mauvais » ou « très mauvais »)

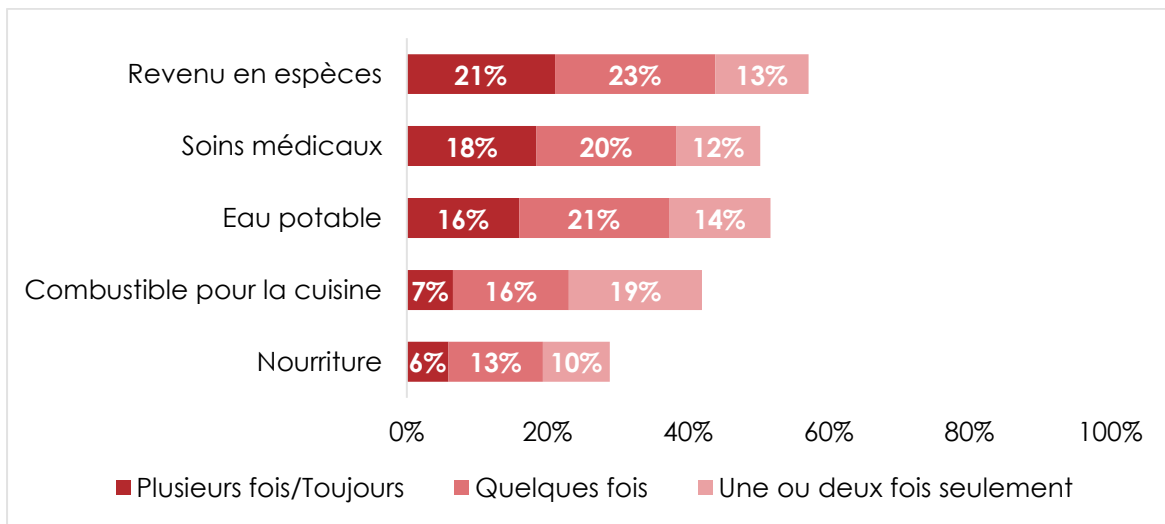
Augmentation de la pauvreté

Les inquiétudes de la population tunisienne concernant leur économie et leurs conditions de vie peuvent refléter leur expérience de la « pauvreté vécue », une mesure d'Afrobarometer qui évalue la privation des ménages de cinq nécessités de base, à savoir une nourriture et une eau potable en quantité suffisante, des soins médicaux, un combustible de cuisine suffisant et un revenu en espèces (Mattes & Patel, 2022).

Une majorité (57%) de Tunisiens déclarent qu'eux-mêmes ou un membre de leur famille se sont retrouvés sans revenu monétaire au moins une fois au cours de l'année précédente, dont 44% qui ont vécu cette situation « quelques fois », « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 7).

Environ la moitié déclarent avoir manqué d'eau potable en quantité suffisante (52%) et des soins médicaux (50%) au cours de l'année précédente, et plus d'un tiers ont connu des pénuries répétées de ces produits de première nécessité (37% et 38%, respectivement). Environ un cinquième déclarent avoir manqué de combustible de cuisson (23%) et de nourriture (19%) au moins « plusieurs fois ».

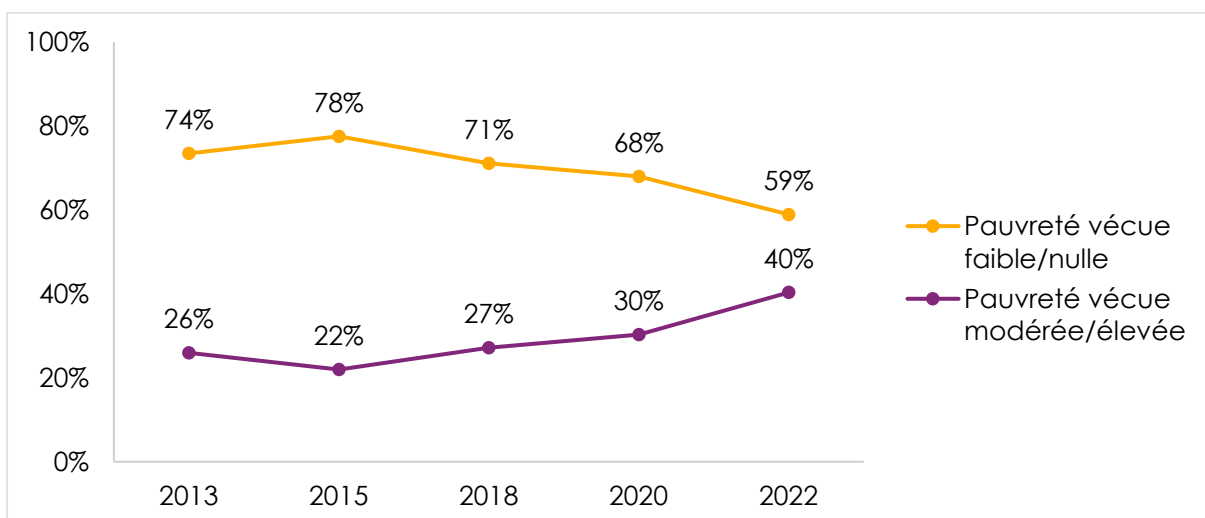
Figure 7 : Privation des nécessités de base | Tunisie | 2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de : Nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Eau potable pour les besoins domestiques ? Médicaments ou de soins médicaux ? Combustible pour la cuisson des repas ? Revenus en espèces ?

En faisant la moyenne des réponses à nos cinq questions sur la privation des nécessités de base, nous pouvons calculer les scores de l'Indice de Pauvreté Vécue des répondants, allant de 0 (indiquant l'absence de pauvreté vécue) à 4 (niveaux élevés de pauvreté vécue). Selon cette définition, 40% des Tunisiens ont connu des niveaux modérés ou élevés de pauvreté vécue au cours de l'année précédente. Les résultats montrent une augmentation constante de la pauvreté vécue modérée/élevée depuis 2015, date à laquelle environ la moitié de ce chiffre (22%) appartenait à cette catégorie. Pendant ce temps, la part des Tunisiens qui ont connu une pauvreté vécue faible ou nulle a diminué de 78% en 2015 à 59% en 2022 (Figure 8).

Figure 8 : Pauvreté vécue | Tunisie | 2013-2022

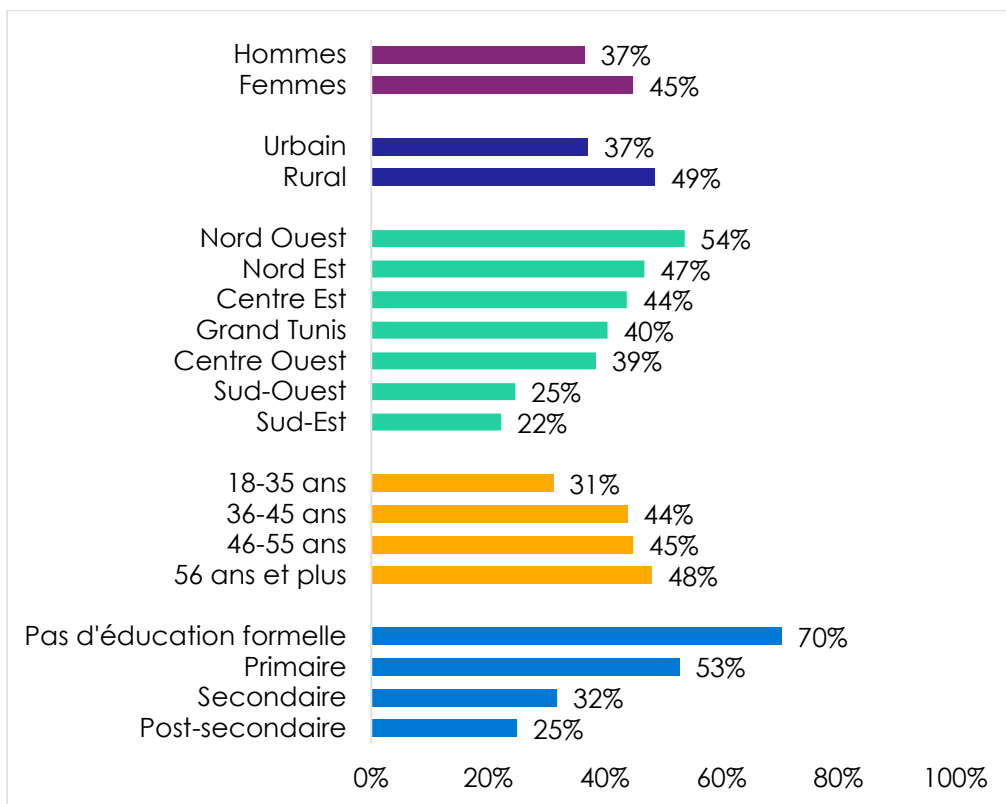


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de : Nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Eau potable pour les besoins domestiques ? Médicaments ou de soins médicaux ? Combustible pour la cuisson des repas ? Revenus en espèces ?

La pauvreté vécue modérée/élevée est plus fréquente chez les femmes (45%) et les résidents ruraux (49%) que chez les hommes (37%) et les citadins (37%) (Figure 9). Les régions du Nord-Ouest (54%), du Nord-Est (47%), du Centre-Est (44%), du Grand Tunis (40%) et du Centre-Ouest (39%) ont une prévalence plus élevée de pauvreté modérée/élevée que le Sud-Ouest (25%) et Sud-Est (22%).

La pauvreté vécue diminue fortement à mesure que le niveau d'éducation des répondants augmente, allant de 70% chez ceux qui n'ont pas suivi d'études formelles à 25% chez ceux qui ont des diplômes post-secondaires, et est moins fréquente chez les jeunes adultes (31%) que chez leurs aînés (44%-48%).

Figure 9 : Pauvreté vécue modérée/élevée | par groupe démographique | Tunisie | 2022

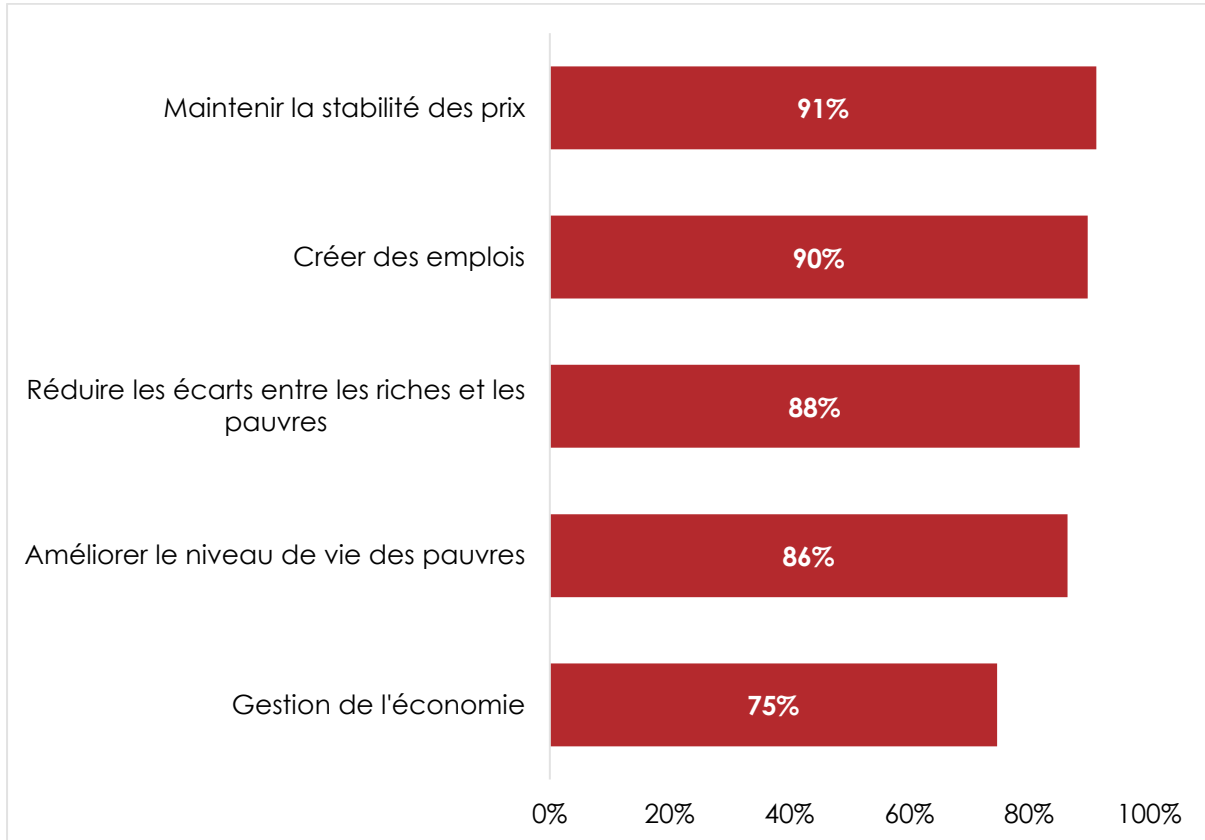


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de : Nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Eau potable pour les besoins domestiques ? Médicaments ou de soins médicaux ? Combustible pour la cuisson des repas ? Revenus en espèces ? (La figure montre le pourcentage de répondants qui ont connu des niveaux modérés ou élevés de pauvreté vécue au cours de l'année précédente.)

Mauvaise performance du gouvernement sur les questions économiques

Alors que l'inflation augmente et que les produits de base se raréfient, la plupart des Tunisiens affirment que le gouvernement ne s'attaque pas de manière adéquate aux principaux problèmes économiques. Plus de huit participants sur 10 considèrent que le gouvernement se comporte « plutôt mal » ou « très mal » sur des questions économiques critiques telles que la stabilisation des prix (91%), la création d'emplois (90%), la réduction des écarts entre les riches et les pauvres (88%), et l'amélioration du niveau de vie des pauvres (86%). Dans l'ensemble, les trois quarts (75%) des Tunisiens attribuent au gouvernement une note d'échec pour sa gestion de l'économie (Figure 10).

Figure 10 : Mauvaise performance du gouvernement sur les principaux enjeux économiques | Tunisie | 2022



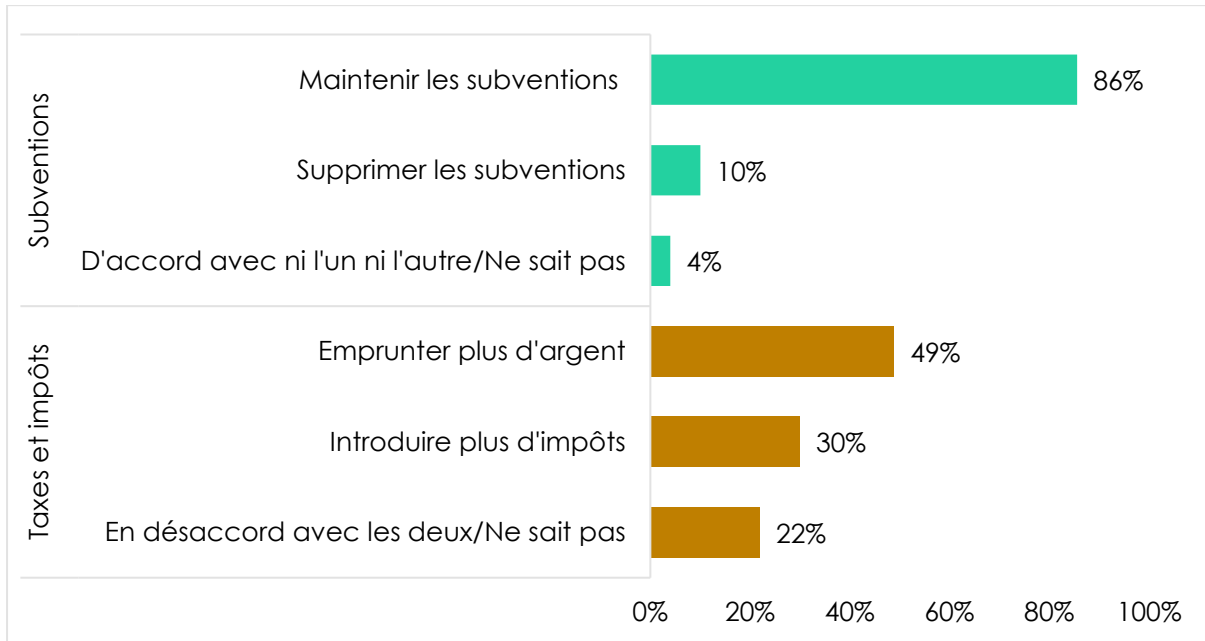
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Gestion de l'économie ? Amélioration des conditions de vie des pauvres ? Création d'emplois ? Stabilité des prix ? Réduction du fossé entre riches et pauvres ? (% de ceux qui répondent « plutôt mal » ou « très mal »)

Le gouvernement tunisien a adopté une loi de finances pour s'attaquer à son déficit budgétaire et engager des réformes économiques. La loi implique la mise en œuvre de mesures d'austérité sévères, notamment des réductions des subventions gouvernementales pour les produits de base tels que le pain et l'huile, et la recherche du soutien du FMI pour obtenir un prêt afin de combler le déficit budgétaire.

Cependant, les résultats de l'enquête Afrobarometer montrent qu'une grande majorité (86%) des Tunisiens préfèrent conserver les subventions sur les biens essentiels, tandis que seulement 10% sont d'accord avec leur suppression (Figure 11).

Environ la moitié (49%) des citoyens sont favorables à davantage d'emprunts pour financer les services publics, tandis que 30% préfèrent introduire davantage d'impôts. Environ un sur cinq déclarent ne pas être d'accord avec l'une ou l'autre approche (18%) ou « ne sait pas » (4%).

Figure 11 : Stratégies de financement des services publics | Tunisie | 2022



Questions posées aux répondants :

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre point de vue ? Déclaration 1 : Afin de relever le défi des ressources insuffisantes pour financer les services gouvernementaux, l'État devrait supprimer les subventions sur les produits de base tels que le pain et l'huile. Affirmation 2 : L'État doit maintenir les subventions sur les biens de première nécessité pour éviter les hausses de prix même si cela augmente le déficit public.

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre point de vue ? Affirmation 1 : Le gouvernement devrait recourir à davantage d'emprunts afin de lever des fonds pour financer les services gouvernementaux. Affirmation 2 : Afin de collecter plus de ressources pour financer les services publics, le gouvernement devrait introduire plus d'impôts.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque énoncé)

Conclusion

L'économie tunisienne est dans un état critique, et moins de la moitié de ses citoyens anticipent une amélioration l'année prochaine. Les défis économiques du pays se traduisent par une dégradation des conditions de vie personnelles et une augmentation significative de la pauvreté, en particulier parmi les segments les plus vulnérables de la société. L'insatisfaction à l'égard de la gestion par le gouvernement de l'inégalité des revenus, de la stabilité des prix et de l'économie en général est répandue. Bien qu'il puisse être impopulaire et douloureux de réduire les subventions et d'augmenter les impôts, ces résultats inquiétants soulignent le besoin urgent d'une action gouvernementale rapide pour faire face à la situation économique.

Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer - sur n'importe quelle question, pour n'importe quel pays et cycle d'enquête. C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Banque Mondiale. (2022a). The World Bank in Tunisia.
- Banque Mondiale. (2022b). Tunisia systematic country diagnostic.
- Fonds Monétaire International. (2022). IMF staff reaches staff-level agreement on an extended fund facility with Tunisia.
- Global Entrepreneurship Monitor. (2023). Global entrepreneurship monitor: 2022/2023 global report: Adapting to a “new normal.”
- Institut National de la Statistique. (2021). Résultats de l'enquête nationale sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages 2021.
- Institut National de la Statistique. (2023a). Indicateurs de l'emploi et du chômage, quatrième trimestre 2022.
- Institut National de la Statistique. (2023b). Indice des prix à la consommation.
- Institut National de la Statistique. (2023c). La croissance économique au quatrième trimestre 2022.
- Le Monde. (2022). Tunisia struggles with recurrent food shortages. 17 septembre.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Moody's. (2023). Moody's downgrades Tunisia's ratings to caa2 with a negative outlook, concluding its review.
- Reuters. (2022). Tunisia seeks to cut fiscal deficit to 5.5% in 2023, led by economic reforms. 23 décembre.
- Reuters. (2023). Strike over pay paralyzes transport in Tunisian capital. 2 janvier.
- Standard and Poor's. (2023). Scenario analysis: As Tunisia seeks financing, its banks face uncertain prospects.

Mohamed Najib Ben Saad est responsable de la qualité des données pour Afrobarometer.
Email : mohamednajibbensaad@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner aux citoyens africains l'opportunité de s'exprimer. Veuillez envisager de faire une contribution (sur www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter du financement institutionnel.

Suivez nos communiqués sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 637 d'Afrobarometer | 10 mai 2023